

Publié le 15 juillet 2025

Le Premier Ministre vient d'annoncer une cure d'austérité historique - inédite depuis des décennies - décidée avec Emmanuel Macron. Cette politique vise à financer les profits des actionnaires des grands groupes et à nourrir la guerre par la militarisation.

D'un côté, c'est tout le pays qui doit se serrer la ceinture. Année blanche qui frappera d'abord les plus modestes avec des hausses d'impôts, moins de services, et des baisses de pensions et de prestations sociales, suppression de 3000 agents publics et non remplacement d'un fonctionnaire sur trois qui affaibliront nos services publics, 5 milliards de coupes dans la santé dont le doublement de la franchise sur les remboursements de médicaments et le moindre soutien aux patients souffrant d'ALD, suppression de 2 jours fériés, 5,3 milliards de coupes dans les dépenses des collectivités... c'est un programme de combat contre le monde du travail présenté par le Premier Ministre.

De l'autre, pour les actionnaires, le Premier Ministre avoue ne pas compter !

En effet, face au scandale des 211 milliards d'euros d'aides publiques aux multinationales sans critère qui pourraient être réduites : François Bayrou "ne comptabilise pas". Et 6,7 milliards d'euros supplémentaires pour les industriels de l'armement en 2026 si la LPM est renforcée. Combien de temps encore ce pouvoir va-t-il s'aligner sur les exigences de Trump qui impose la hausse des dépenses militaires et sur les dogmes néolibéraux de la Commission européenne ?

La guerre aux salarié·es et aux retraité·es plutôt qu'aux profiteurs, la guerre aux chômeurs plutôt qu'au chômage, la guerre tout court, voilà le seul horizon de leur système capitaliste en faillite. Loin de renforcer la souveraineté de la France, cette politique la soumet au diktat des financiers !

Lorsqu'on y ajoute les projets de réformes de l'assurance chômage et du marché du travail et le scandaleux projet d'aide sociale unifiée qui a pour seul objectif de diminuer les prestations, ce n'est plus un budget mais une contre-révolution que propose François Bayrou qui vise à détruire les piliers de notre modèle social : les droits des salarié·es, les services publics de l'État et de nos collectivités locales et la sécurité sociale. En outre, en annonçant de nouvelles ordonnances prétendument "de simplification", le Premier Ministre veut à nouveau contourner le Parlement.

Ce plan gouvernemental aura un effet désastreux pour la France. Il mène la nation droit à la récession, à l'effondrement industriel, au creusement des inégalités en tout domaine !

L'avenir de la France se joue maintenant, dans notre capacité à résister à cette fuite en avant austéritaire et militariste, à un sursaut collectif pour prendre le pouvoir sur les grands choix qui engagent le pays.

Face à ce budget d'austérité Bayrou - Macron qui est un braquage inédit de nos richesses, j'appelle le pays à résister et à se mobiliser : refusons la guerre de tous contre tous, l'économie de guerre, les reculs sociaux, écologiques et démocratiques !

Construisons ensemble un pacte pour l'avenir de la France qui favorise le travail, s'attaque à la vie chère, défend les services publics, l'industrie et garantit une énergie moins chère, décarbonée, pour le climat et notre pouvoir d'achat.

L'heure est à prendre le pouvoir sur l'argent et sur les choix des entreprises et du pays pour augmenter les salaires et les pensions, baisser le prix de l'électricité, garantir tout de suite l'égalité professionnelle, l'emploi et la formation pour tous et pré-recruter des dizaines de milliers d'agents pour nos écoles, nos hôpitaux, nos trains, nos commissariats et nos tribunaux, développer l'industrie et l'agriculture pour répondre aux besoins, relever les défis énergétique, climatique et alimentaire, et agir pour la paix par la diplomatie et le respect du droit international, en Ukraine et à Gaza !

Paris, le 15 juillet 2025

Fabien Roussel,
Secrétaire national du PCF.